

Intelligence

Auteurs : Emmanuel Noutary, Zoé Luçon, ANIMA Investment Network

Le 19 avril 2013

Printemps arabes : quelles conséquences sur l'investissement étranger ?

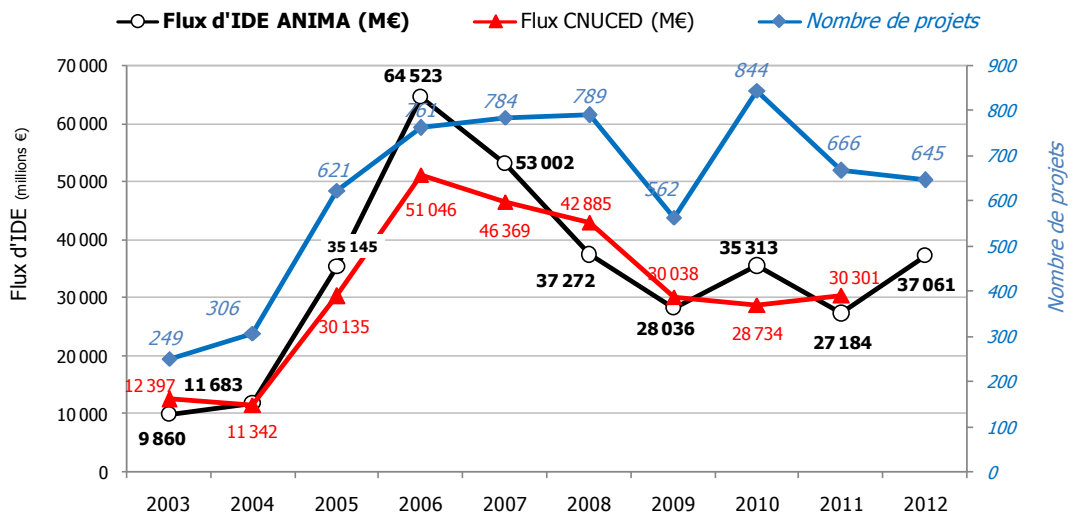
D'une crise à l'autre. Initialement faiblement impactés, les pays méditerranéens ont fini par subir les effets de second tour de la crise économique mondiale qui affecte tout particulièrement les pays de la zone Euro, principaux partenaires commerciaux et premiers investisseurs en Méditerranée. Les répercussions des « printemps arabes » ont ensuite influencé très significativement l'évolution de l'investissement direct étranger (IDE) dans la région en 2011 et 2012.

D'après la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), les flux d'IDE vers les pays MED (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie) ont connu une progression remarquable jusqu'en 2006 (figure 1), année exceptionnelle au cours de laquelle les pays de la région ont enfin attiré une part des IDE mondiaux équivalente à leur poids démographique (4% environ). Ce pic a été atteint grâce à une série de méga-projets dans les secteurs de la banque, des télécoms, du BTP et de l'énergie, initiés par des investisseurs du Golfe pour l'essentiel. L'investissement étranger vers les pays MED est ensuite entré dans une phase de recul, avec une chute record en 2009, à l'instar de la tendance mondiale des flux d'IDE.

Depuis, la reprise se fait attendre. D'après l'observatoire ANIMA-MIPO, qui enregistre les annonces d'IDE¹, le fort regain d'appétence exprimé par les investisseurs étrangers en 2010 a été complètement stoppé l'année suivante par la survenue des printemps arabes. Les transitions politiques qui agitent la grande majorité des pays arabes méditerranéens ont en effet provoqué une chute immédiate des annonces d'IDE : 666 projets annoncés en 2011, 27 milliards d'euros, le niveau le plus bas depuis 2004. Si le nombre de projet n'est pas reparti à la hausse en 2012, le montant total des IDE (37 milliards d'euros) est un niveau comparable à ceux de 2005 -avant le pic de 2006- et de 2010 -après la crise financière et avant les printemps arabes. Cette évolution régionale cache toutefois des réalités nationales contrastées, des changements significatifs dans l'origine des investissements, et une tendance encourageante de diversification sectorielle des projets d'IDE dans la région.

¹ C'est-à-dire des projets annoncés par un investisseur à l'année n , et qui sont généralement réalisés cette même année ou les années suivantes. Les données ANIMA-MIPO diffèrent donc de celles de la CNUCED, qui concernent les flux réels investis. Ce sont des données d'anticipation, qui présentent l'avantage d'être disponibles en temps réel, et qui fournissent des indications sur l'origine des projets (nationalité de l'investisseur, type d'entreprise), les secteurs concernés, etc. Pour en savoir plus, www.anima.coop/mipo

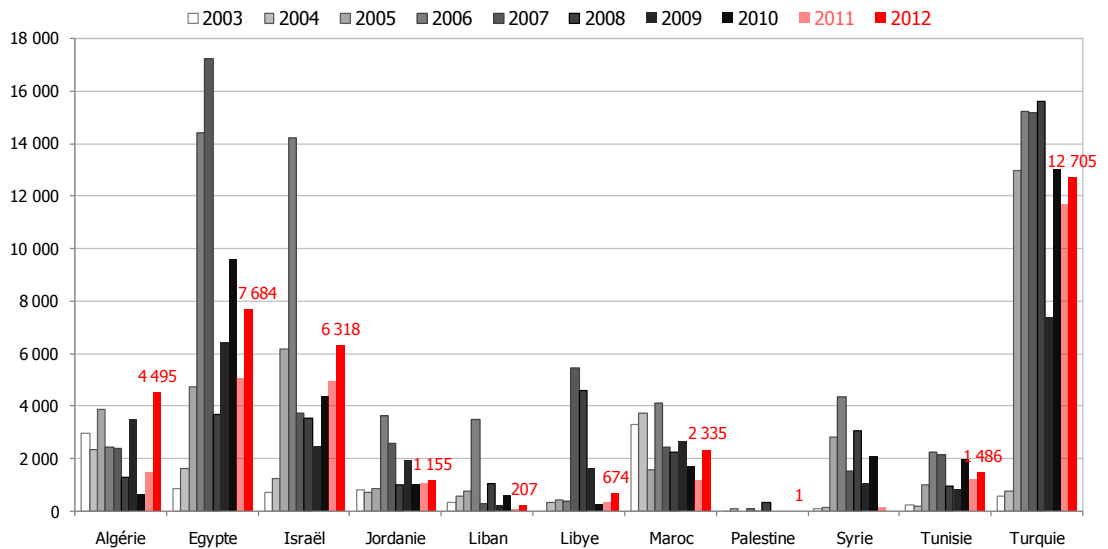
Figure 1 : évolution des montants et nombre de projets d'IDE annoncés (millions d'euros, sources : ANIMA-MIPO et CNUCED convertis en €)



Investissement étranger à l'heure des transitions arabes : une assez bonne résilience

Les investisseurs étrangers sont loin d'avoir déserté la région en dépit des incertitudes politiques qui prévalent toujours dans plusieurs pays, des problèmes d'approvisionnement ou de sécurité et de mouvements sociaux qui ont pu affecter le fonctionnement des entreprises en 2011 puis en 2012. En montants d'IDE annoncés, l'année 2012 est ainsi la 4ème meilleure année de la décennie écoulée : à l'exception de la Syrie, tous les pays renouent avec des montants d'IDE conformes à leurs performances moyennes de ces dernières années (figure 2).

Figure 2 : montants d'IDE annoncés par pays (millions d'euros, source : ANIMA-MIPO)



Au Maghreb tout d'abord, l'Algérie enregistre une bonne année 2012, après 2 années peu fructueuses : les investisseurs étrangers semblent finalement s'être adaptés à la loi 49-51, qui leur impose de s'associer à des entreprises locales. Le Maroc, souvent considéré comme un pays épargné par les troubles qui agitent la

région, connaît également une hausse encourageante des montants investis. En Tunisie, le bilan est honorable au vu de la transition politique toujours en cours en 2012, essentiellement grâce à des projets d'extension annoncés par les entreprises étrangères déjà implantées dans le pays. Les réformes politiques et économiques des mois à venir seront cruciales pour continuer à rassurer les investisseurs et les attirer vers la « nouvelle » Tunisie. En Libye enfin, les investisseurs sont de retour, avec un nombre record de 26 projets de partenariats annoncés en 2012, qui ouvrent la voie à de futurs projets d'investissement.

Au Machreq, la situation est plus complexe. En Egypte, le nombre de projets d'IDE annoncés ne décolle pas vraiment par rapport à 2011 en raison de la situation politique et sécuritaire incertaine. Le pays enregistre cependant un nombre record de partenariats, et les montants d'IDE annoncés repartent à la hausse grâce à 3 méga-annonces de plus d'un milliard d'euros dans les secteurs télécoms et banque. La situation de l'investissement étranger ne connaît pas d'évolution notable en 2012 au Liban et en Jordanie : les annonces d'IDE sont conformes à leurs niveaux passés, malgré la proximité de ces deux pays avec les conflits qui agitent la région et des contextes politiques internes toujours sensibles. La Palestine attire pour sa part 3 projets d'IDE (initiés par l'américain Google et le groupe français de communication Publicis), ainsi que 2 partenariats², ce qui fait de 2012 une relativement bonne année. Enfin, aucun projet n'a été annoncé officiellement en Syrie en 2012.

La Turquie s'impose enfin comme leader régional de plus en plus incontesté, en tant que pays récepteur des flux d'IDE mais aussi comme investisseur intra-régional : pas moins de 10 projets turcs ont été annoncés dans les pays MED en 2012, dont 3 en Israël, 2 en Egypte, 2 en Algérie et 2 au Maroc.

Erosion du leadership européen et montée en puissance des pays émergents

Les entreprises européennes sont à l'origine de la moitié du nombre d'annonces d'IDE en Méditerranée depuis la création de l'observatoire ANIMA-MIPO en 2003. C'est encore vrai en 2012, mais deux éléments indiquent que ce leadership est aujourd'hui sérieusement menacé : le nombre d'annonces d'IDE européens est à son plus bas niveau depuis 2005 (figure 3), et les montants annoncés par l'Europe sont pour la première fois dépassés par ceux des « autres pays », qui incluent notamment les BRIC (9,8 et 10,8 milliards d'euros respectivement en 2012, voir figure 4).

Ce recul est sans doute conjoncturel, les entreprises européennes étant probablement influencées par la tétanie et l'attentisme qui a saisi les gouvernements européens et leurs administrations face aux nouveaux leaders politiques au sud de la Méditerranée. Mais dans cette période où les pays partenaires méditerranéens sont en train de revoir leurs modèles de développement et de gouvernance, en les fondants sur de nouvelles valeurs démocratiques, cette timidité des européens est à la fois un mauvais calcul stratégique, et une mauvaise interprétation des attentes des pays du sud vis-à-vis de leur partenaire historique.

Dans le même temps, les pays du Golfe semblent au contraire montrer une volonté de renforcer les liens économiques et politiques avec les gouvernements islamistes récemment arrivés au pouvoir en Afrique du Nord. Après avoir abandonné le terrain entre 2007 et 20011, leurs investissements sont en 2012 au même niveau que les européens, et retrouvent des niveaux plus conformes à ce que les pays

² Définis comme des projets où une entreprise étrangère se rapproche d'un marché MED, soit à travers un partenaire identifié, soit en ouvrant une représentation locale (ces projets sont assimilables aux « modes d'entrée sans participation au capital » de la CNUCED).

MED peuvent attendre de leurs voisins arabes. Ce bon cru 2012 marque aussi probablement la fin de crise financière pour les monarchies du Golfe.

Figure 3 : origine des projets d'IDE annoncés (nombre de projets, source : ANIMA-MIPO)

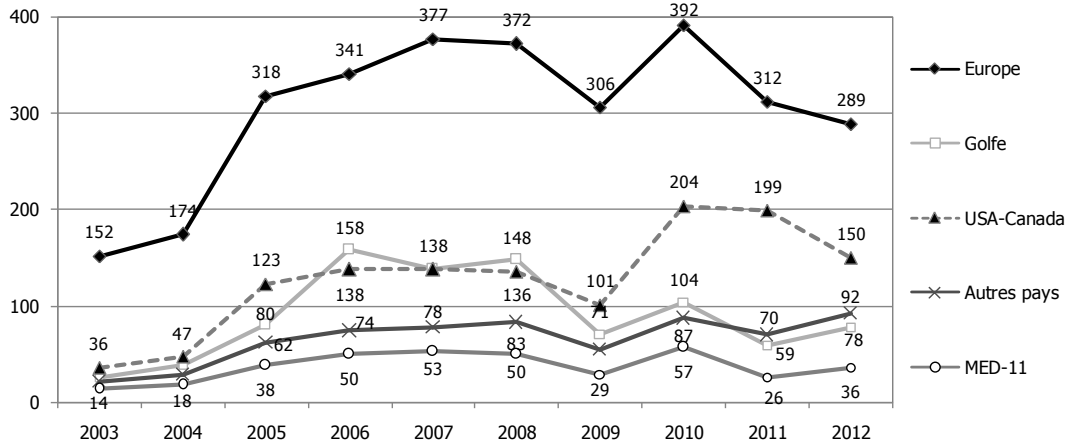
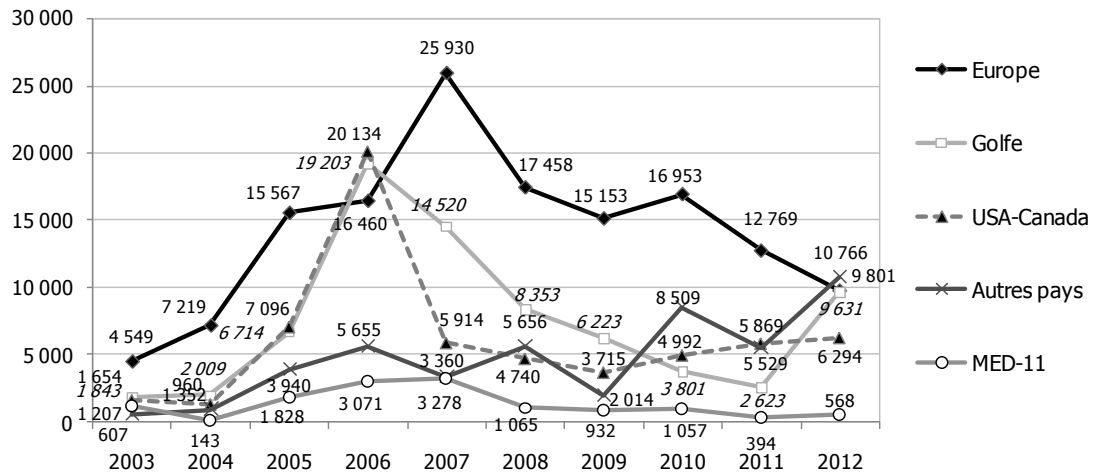


Figure 4 : origine des montants d'IDE annoncés (millions d'euros, sources : ANIMA-MIPO)



Le recul occidental vaut également pour l'Amérique du nord : alors que les annonces de projets des investisseurs américains et canadiens n'avaient pas diminué en 2011, y compris dans les pays arabes - illustrant la volonté américaine de saluer les révolutions en cours, l'année 2012 est celle d'un retour à une plus grande réserve. Le nombre de projets annoncés par les Etats-Unis diminue dans tous les pays de la région, et tout particulièrement dans les pays du Machreq hors Palestine (seulement 3 projets annoncés en Egypte contre 13 en 2011 par exemple), et en Tunisie (3 annonces contre 9 en 2011).

Les investissements intra-MED restent enfin très faibles (6% du total). On peut toutefois formuler le vœu que les changements en cours aboutissent à plus forte intégration politique et économique de la région : quelques signes encourageants à cet égard ont été donnés par le Maghreb, essentiellement grâce à une impulsion donnée par la Tunisie.

Vers des projets d'IDE plus inclusifs ? Les pistes d'un partenariat renouvelé avec la Méditerranée

Fortuitement, les crises semblent avoir eu pour conséquence de favoriser une certaine rotation sectorielle des projets d'investissement étranger en 2011 puis en 2012. Le quatuor traditionnel énergie/ banque/ télécoms/ BTP attire toujours une part record des IDE (65% des montants annoncés en 2012), mais plusieurs secteurs industriels gagnent en attractivité et deviennent moins marginaux par rapport aux investissements « de rente » - une excellente nouvelle pour les pays MED. Le nombre d'annonces d'IDE dans le logiciel, l'automobile et les médicaments suit ainsi une progression lente mais constante, tandis que l'aéronautique et l'industrie mécanique enregistrent une forte hausse en 2012. L'agroalimentaire, la distribution et les services aux entreprises, qui avaient attiré un nombre record de projets en 2011, sont en revanche moins prisés par les investisseurs en 2012, en raison du recul des IDE européens et américains.

Ces secteurs en croissance sont doublement stratégiques pour la région : ils contribuent à la structuration du tissu industriel des pays MED d'une part, et sont surtout plus efficaces en terme de création d'emploi. En effet, le job efficiency ratio des investissements étrangers, développé par ANIMA pour la Banque Mondiale en 2011 à partir de l'observatoire ANIMA-MIPO³ montre que le palmarès sectoriel de l'investissement étranger en Méditerranée est dominé par des secteurs relativement peu créateurs d'emplois (à l'exception du secteur bancaire). Cette situation constitue l'un des facteurs d'explication du faible effet d'entraînement actuel de l'investissement étranger sur la croissance et le développement inclusif des pays MED.

Plus que jamais, le défi numéro 1 de la région est en effet celui de la création d'emplois. C'est vrai au sud de la Méditerranée, où le problème du chômage et du manque d'emplois de qualité en particulier, est au cœur des préoccupations des populations qui ont réclamé des transitions politiques. Cela l'est également en Europe, où la croissance peine à redémarrer et encore plus à créer des emplois.

Face à ce défi, l'Europe ne peut plus ignorer les enjeux qui bloquent le dynamisme économique de toute cette région euro-méditerranéenne : la mobilité des biens et des personnes qui font l'économie d'aujourd'hui et de demain, l'éducation des personnes au sud, la reconnaissance et la promotion de chaînes de valeurs sectorielles euro-méditerranéennes, le partage de la valeur, la durabilité et l'inclusivité des investissements domestiques et étrangers.

C'est sur la base de l'aménagement d'un espace industriel à l'échelle euro-méditerranéenne qu'un partenariat renouvelé, équilibré, et porté politiquement, doit s'établir entre l'Europe et le sud de la Méditerranée. Aux pays du sud incombe la lourde tâche de s'attaquer aux défis liés à leur transition politique et à la mise en place d'une gouvernance économique plus transparente, de clarifier leurs stratégies de développement économiques, industrielles et sociales, afin de ramener l'Europe dans un dialogue aujourd'hui en panne, pour développer une politique adaptée à la mesure de leurs besoins.

³ ANIMA. *Mediterranean niches & sectors with high potential of job creation & growth. Background report for the CMI Draft Report on Transforming Arab Economies: The Arab and Knowledge Road, CMI, World Bank. 2011*